

VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE

L'actualité mondiale en quelques points

DÉFINSEEC



NUMÉRO 63 - MI-JANVIER 2026



SOMMAIRE

3

EUROPE

*par Lino TONI et Mathilde DEBUF
- correction par Lino TONI*

5

MOYEN ORIENT

par Lino TONI

7

AFRIQUE

*par Ulrich KOMECHOU et Tiago RAMOS
- correction par Ulrich KOMECHOU*

9

ASIE

*par Léa BRAVO-BLANCHET et Sofia MOUMANIS
- correction par Léa BRAVO-BLANCHET*

11

AMÉRIQUES

par Maylis BARON

13

ARMEMENT

*par Nael YEBKA et Lino TONI
- correction par Lino TONI*

RÉDACTEUR EN CHEF ET CORRECTION

Lino TONI

MISE EN PAGE

*Mathilde DEBUF, Ulrich KOMECHOU, Lea BRAVO-BLANCHET,
Maylis Baron, Nael YEBKA et Lino TONI.*

EUROPE

GROENLAND : LE TERRITOIRE AUTONOME DANOIS BIENTÔT AMÉRICAIN ?

Dès 2019, à la fin de son premier mandat, Donald Trump, reconduit à la tête des Etats-Unis en 2025, montrait déjà un intérêt grandissant à l'égard du territoire autonome danois. Les incidents diplomatiques se sont par la suite multipliés. En effet, Donald Trump a prétendu qu'il serait intéressant pour les Etats-Unis de racheter ou d'« obtenir le Groenland », ensuite, JD Vance s'est rendu sur place sans invitation officielle, et plus récemment, le gouverneur de Louisiane, Jeff Landry, a été nommé « envoyé spécial au Groenland » afin de « faire du Groenland une partie des Etats-Unis ».

La montée des tensions se renforce en ce début d'année 2026, avec l'annonce du président américain, 48 heures après l'enlèvement du président vénézuélien Nicolas Maduro, que les Etats-Unis allaient s'« occuper » du Groenland dans vingt jours. La justification de Donald Trump se fait à travers l'affirmation de menaces russes et chinoises qui pourraient s'emparer du Groenland si les Etats-Unis ne le faisaient pas.

En Europe, les dirigeants de sept pays membres de l'OTAN (France, Allemagne, Italie, Royaume-Uni, Danemark, Espagne et Pologne), en réponse à cette menace américaine sur le territoire autonome danois, affirment d'une même voix que le Groenland « appartient à son peuple ». Ils soulignent que l'inviolabilité des frontières et la souveraineté nationale sont primordiales et que la défense du territoire groenlandais, et plus largement la sécurité de l'Arctique, se ferait de manière collective et en coopération avec les Etats-Unis.



Du point de vue groenlandais, premier concerné par la détermination de son territoire que le Danemark garanti, la coalition gouvernementale du Groenland a affirmé qu'il ne pouvait « en aucune manière accepter » une éventuelle prise de possession de son territoire par les Etats-Unis.

De son côté, le gouvernement danois a réagi à travers la première ministre danoise, Mette Frederiksen, posant un ultimatum, en estimant qu'une attaque américaine contre l'un des membres de l'OTAN signifierait « la fin de tout ». La sécurité de l'Atlantique Nord, assurée par l'OTAN depuis 1949, pourrait être remise en cause par l'un de ses membres fondateurs. Un tel événement pourrait profiter à des puissances cherchant à désolidariser les membres de l'OTAN à leurs propres fins. La nouvelle stratégie d'expansion américaine s'en prend désormais à ses alliés, la réponse de l'Europe pour quitter cette situation complexe sera déterminante pour les prochaines années.

Lino TONI

EUROPE

FRANCE - DANEMARK : UNE ALLIANCE FACE AUX MENACES AMÉRICAINES

En ce début d'année 2026, la scène géopolitique mondiale est marquée par une montée des tensions autour du Groenland. Face à Donald Trump, la France et ses partenaires européens multiplient les initiatives militaires et diplomatiques.

C'est dans ce contexte que la France a annoncé un déploiement de soldats français au Groenland dans le cadre de la mission multinationale "Arctic Endurance". On y retrouve 15 militaires français, spécialisés en haute montagne, envoyés à Nuuk, la capitale groenlandaise, aux côtés de contingents suédois, allemand et norvégien pour une opération de reconnaissance et d'exploration militaire.

Selon l'affirmation d'Emmanuel Macron sur X, cette présence s'inscrit dans le cadre d'exercices conjoints organisés par le Danemark. Le président a lui-même confirmé un premier envoi des forces et d'autres qui suivront.

Cette démarche européenne s'inscrit dans un contexte de tensions croissantes avec Washington. Les déclarations du président américain sur le Groenland ont provoqué des réactions vives au sein des capitales européennes.



La présence française au Groenland intervient également dans un contexte plus large de renforcement des capacités militaires nationales. Dans ses vœux aux Armées de ce jeudi 15 janvier, Emmanuel Macron a évoqué la nécessité de renforcer les moyens terrestres, aériens et maritimes de la France pour faire face aux défis actuels en Europe.

L'alliance franco-danoise, bien que moins mise en avant que d'autres coopérations militaires historiques, revêt aujourd'hui une importance stratégique majeure. Dans un contexte où les fonds marins arctiques deviennent un enjeu de puissance, et où les nouvelles routes maritimes comme les ressources naturelles attisent les rivalités, la coopération entre les forces françaises et danoises, appuyée par l'Union européenne et l'OTAN, traduit la volonté de l'Europe de préserver la stabilité tout en se préparant à d'éventuels affrontements.

Néanmoins, l'équilibre reste précaire. La présence, même limitée, de troupes européennes au Groenland est interprétée par certains acteurs internationaux comme une militarisation croissante de l'Arctique.

Si l'année 2025 a été "particulièrement lourde", 2026 "sera remplie de défis" selon le Président de la République française.

Mathilde DEBUF

MOYEN-ORIENT

SYRIE : INHERENT RESOLVE FRAPPE À NOUVEAU

La coopération internationale érigée contre l'État islamique a de nouveau frappé. L'opération antidjihadiste Inherent Resolve, menée par les Etats-Unis, se félicite d'une frappe contre un site souterrain au le centre de la Syrie, dans les environs de l'ancienne cité de Palmyre. Les acteurs de ces attaques sont français et britanniques et celles-ci ont été réalisées par le biais aérien.

La continuité de la lutte contre le terrorisme islamiste est toujours d'actualité malgré le repli de l'État islamique en 2019, après avoir été défait par la coalition internationale. Selon l'état-major français, l'objectif est d'« empêcher la résurgence de Daech », car cela est « un enjeu majeur pour la sécurité de la région ».

Ces frappes sont issues d'une première suspicion britannique, prétendant que des souterrains en Syrie pourraient être utilisé par l'État islamique afin de « stocker des armes et des explosifs ». Les attaques contre Daech par les armées françaises et britanniques font suite aux attaques américaines de décembre 2025 dans lesquelles, cinq djihadistes ont été neutralisés.



En fait, les frappes sur les positions soupçonnées de l'État islamique en Syrie ont été menées conjointement le samedi 3 janvier. Les avions britanniques, de type Eurofighter Typhoon, sont équipés de bombes Paveway IV, munies de guidage laser. Londres s'est félicité du fait que la cible ait été touchée avec succès et ajoute que « rien n'indique que cette frappe ait présenté un risque pour les civils, et tous [les] avions sont rentrés sains et saufs ».

Ainsi, la coopération internationale, à travers les frappes françaises et britanniques, se renforcent sur le sujet de la lutte antidjihadiste mais la manière d'avoir mené ces attaques est à relever. Le point clé de l'opération n'est pas la bombe en soi mais la manière de frapper. En effet, il ne s'agit plus de frapper des bâtiments en surface mais véritablement de toucher les accès de souterrains. La localisation de la cible, la fiabilité de la source interne, la technicité des matériels utilisés (aéronefs de combat et équipements) et la précision de la frappe sont les éléments constituant la réalité de la lutte antidjihadiste de nos jours. La coopération internationale, à travers la mission Inherent Resolve, récemment continuée par la France et le Royaume-Uni, semble montrer un bon visage, qu'en sera-t-il de cette même coopération sur d'autres enjeux internationaux, touchant à la sécurité de ces mêmes États, voire de leur continent.

Lino TONI

MOYEN-ORIENT

IRAN : DES MANIFESTATIONS RÉPRIMÉES PAR LE RÉGIME DES MOLLAHS

Depuis le 28 décembre, des manifestants iraniens déambulent dans les rues, de manière pacifique, pour exprimer leur colère concernant la forte hausse de l'inflation et la chute de la monnaie locale. Cependant, en ce début d'année 2026, la répression du gouvernement iranien à l'égard des manifestants a tourné de manière sanglante.



En effet, les manifestations se sont subséquemment orientées à l'encontre du régime des mollahs. Kurdes, Baloutches et une grande partie de la population iranienne se dresse face à un régime les privant de leur liberté. L'ONG Iran Human Rights affirme que 3 379 manifestants ont été tués entre le 8 et le 12 janvier et les chiffres ne cessent de varier à la hausse selon d'autres ONG.

Sur place, la communication avec l'étranger est rendue éminemment compliquée. Le réseau Internet a été coupé sur l'ensemble du pays depuis le 8 janvier et plonge dans l'inconfort l'ensemble des Iraniens. Le réseau Internet a été reconfiguré dans l'objectif qu'il n'y ait qu'une seule sortie possible, contrôlée par les Gardiens de la révolution. Selon le régime islamique, ces événements sont apparus « lorsqu'[ils ont] été confrontés à des opérations terroristes et constaté que les ordres venaient de l'étranger ».

Sur la scène internationale, la situation sans précédent en Iran suscite de vives réactions. L'impression que la population iranienne est sur un tournant de leur histoire se faire ressentir. Les Etats-Unis de Donald Trump menacent d'agir « de manière très forte » si l'Iran exécute des manifestants. Les ministres des affaires étrangères du G7 menacent Téhéran de « mesures restrictives supplémentaires ». De son côté, le régime islamique d'Iran prétend être capable de « riposter » en cas d'attaque américaine. L'ONU, elle, alerte quant à la menace de recourir à la peine de mort en réponse aux manifestations meurtrières. Les propos onusiens n'ont pas été pris en compte étant donné que la première condamnation à mort sans procès a été prononcée à l'égard d'Erfan Soltani.

Par extension, un nom revient au milieu des manifestations : celui de Reza Pahlavi. L'Iran, avant le régime islamique issu de la révolution de 1979, était dirigé par un chah : Mohammed Reza Pahlavi. Si l'Iran fait face aujourd'hui à un tournant probablement majeur de son histoire, la scène internationale est peut-être en train d'assister au retour de la monarchie en Iran, à travers la figure de Reza Pahlavi. Le fils du dernier chah pourrait assurer une transition en Iran mais cette décision, n'est pas encore tranchée. Toutefois, le peuple iranien continue de souffrir, les prochains jours, semaines, mois seront décisifs pour l'Iran et les conséquences géopolitiques seront à suivre de très près.

Lino TONI

AFRIQUE

CENTRAFRIQUE : LE SUD-EST ENTRE DANS UNE PHASE D'ACCALMIE SOUS SURVEILLANCE

D'après les autorités de la République centrafricaine, la situation sécuritaire dans le sud-est du pays, après une période particulièrement difficile, commence enfin à s'améliorer. Cela est particulièrement vrai à Zémio, la capitale de la préfecture du Haut-Mbomou. Les affrontements récents entre les miliciens Azandé Ani Kpi Gbé et les Forces armées centrafricaines, qui reçoivent le soutien de leurs alliés russes, ont contraint de nombreux civils à fuir. Beaucoup se sont réfugiés dans des lieux jugés plus sûrs, comme l'hôpital, l'église catholique ou la mosquée, tandis que d'autres ont cherché refuge au-delà des frontières, notamment en République démocratique du Congo et au Soudan du Sud.

Pour répondre à cette crise, l'État a décidé de renforcer les mesures de sécurité et d'augmenter le nombre de patrouilles afin de reprendre le contrôle des routes principales et de sécuriser les zones urbaines. Le gouvernement affirme que la présence des forces loyalistes à Zémio a été cruciale pour repousser les attaques et réduire la capacité des groupes armés à semer le chaos dans la région. Dans un effort pour rassurer la population et encourager un retour progressif à la vie normale, des messages sont diffusés, invitant les résidents à reprendre leurs activités habituelles et à rentrer chez eux quand cela sera possible. Le gouvernement central assure aux citoyens que la sécurité et l'ordre public sont désormais mieux protégés dans cette région qui a longtemps été négligée.

Cependant, malgré ces déclarations optimistes, la réalité sur le terrain reste fragile. La ville est encore largement paralysée, avec des marchés et des commerces toujours fermés. De nombreux fonctionnaire affectés à Zémio se sentent en danger et préfèrent retourner à Bangui tant que la sécurité n'est pas assurée de manière durable. Sur le plan humanitaire, la population souffre de pénuries alimentaires et d'infrastructures sanitaires défaillantes, compliquant le retour à une vie normale. Les récents affrontements ont également laissé leur empreinte, quatre membres des FACA ont perdu la vie et quatre autres ont été blessés.



À cela s'ajoute l'incertitude persistante concernant le sort des otages signalés à Bambouti, dans un contexte où les mêmes miliciens avaient déjà procédé à des enlèvements à Mboki avant de relâcher leurs captifs. Ces événements ont installé un climat de peur dans l'ensemble du Haut-Mbomou.

Ainsi, si le Sud-Est centrafricain semble entrer dans une phase d'accalmie relative, cette dernière apparaît davantage comme le résultat d'un contrôle militaire renforcé que d'un règlement structurel des causes du conflit.

Ulrich KOMECHOU

AFRIQUE

SOUDAN: APRÈS L'EXIL, LE RETOUR.

Le 15 avril 2023, le Soudan fut frappé par un conflit armé opposant les forces armées du pays, dirigées par Abdel Fattah al-Burhan aux Forces de Soutien Rapide (FSR), une force paramilitaire dirigée par Mohamed Hamdan Dogolo. Ces derniers ont un mode opératoire dévastateur, ils utilisent la guerre urbaine, les massacres et le viol comme arme de guerre. De nombreux universitaires s'accordent à dire qu'il s'agit ici d'une guerre civile. Cependant, cette classification n'est pas partagée par le journaliste français spécialiste de l'Afrique et du Proche-Orient Vincent Hugeux. Il conteste quant à lui l'expression « guerre civile » considérant qu'il s'agit davantage d'une « guerre contre les civils », puisqu'elle oppose deux belligérants imposant leur violence à une population pour laquelle ils n'ont aucune légitimité.

En effet, cet affrontement armé fait des ravages au sein de la population soudanaise, impuissante. On dénombre plus de 150 000 morts, 13 millions de déplacés, 25 millions de victimes de la famine, depuis le début du conflit.

En avril 2023, les forces paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR) se sont emparées de la capitale soudanaise, Khartoum. Cette prise de la capitale a suscité l'exil de 3,7 millions de civils vers l'étranger. Le gouvernement, allié à l'armée, ainsi que des agences de l'ONU avaient également quitté la capitale pour se replier à Port-Soudan, devenu alors capitale provisoire.

Mais après plus de 1 000 jours de guerre. Le premier ministre soudanais a annoncé dimanche 11 janvier le retour dans la capitale Khartoum du gouvernement qui en avait été chassé en 2023. De plus, la capitale enregistre le retour de plus d'un million de résidents sur les 3,7 millions qui avaient fui.



Cependant, malgré le retour du gouvernement dans la capitale, les dégâts sont exorbitants. Les routes, aéroports, hôpitaux ou bien même les stations électriques ont été détruits. L'ONU estime à environ 350 millions de dollars le coût de la réhabilitation des infrastructures.

Malheureusement, les affrontements armés n'ont point cessé. Depuis la perte de la capitale, le groupe paramilitaire des FSR se concentre sur la région voisine du Kordofan, terre pétrolifère située sur l'axe entre le Darfour et Khartoum. Continuant d'impacter les civils démunis.

Tiago RAMOS

LE JAPON DANS L'OMBRE DE WASHINGTON

Le Japon avance désormais sur une ligne de crête : rester indispensable à Washington, tout en s'émancipant d'une dépendance stratégique devenue risquée, car la publication de la National Security Strategy américaine pour 2025 a agi comme un révélateur. Le ton y est plus feutré à l'égard de la Chine, débarrassé de la formule du « pacing threat », recentré sur la consolidation



de l'influence américaine dans l'hémisphère occidental ; pourtant, derrière cette inflexion sémantique, l'Indo-Pacifique demeure le cœur battant de la rivalité géopolitique, les alliances y étant décrites comme le « socle de la sécurité et de la prospérité », et l'objectif restant inchangé : empêcher l'émergence d'un adversaire dominant.

Dans ce paysage mouvant, Tokyo cherche à se rendre visible, vital, incontournable. L'accord conclu à Washington le vendredi 16 janvier 2026 entre Shinjiro Koizumi et Pete Hegseth en est l'illustration la plus concrète : production conjointe de missiles, renforcement des chaînes d'approvisionnement, extension de la présence militaire dans les eaux du Sud-Ouest japonais, autant de gestes qui épaississent la trame de l'alliance nippo-américaine. Okinawa, déjà saturée de bases américaines, est réaffirmée comme avant-poste stratégique, tourné vers la Chine, Taïwan et la péninsule coréenne. Ce resserrement militaire ne relève pas seulement de la réaction, il est aussi une mise en scène de l'utilité japonaise, car à l'heure où les États-Unis hiérarchisent leurs engagements, la géographie ne suffit plus : il faut prouver sa valeur opérationnelle. Le Japon l'a compris. Il investit dans les drones, les missiles hypersoniques, les systèmes anti-drones, tandis que son budget de défense atteint un record de 49 milliards d'euros, effort salué par Washington, qui exige souvent de ses alliés un engagement équivalent à 3,5 % du PIB. Derrière ces chiffres se joue pourtant une équation politique délicate, Tokyo devant convaincre une opinion préoccupée par le coût de la vie, les scandales financiers et l'immigration que cet argent est un rempart, non un luxe.

Car, pendant que le Japon consolide son ancrage dans la sphère américaine, la Chine esquisse la sienne en Asie du Sud-Est. Rails à grande vitesse, ports, investissements massifs, exercices militaires conjoints : Pékin tisse une toile économique et sécuritaire autour de l'ASEAN.

Dans ce clair-obscur stratégique, le Japon cherche à rester dans le faisceau de la puissance américaine. Offrir davantage d'accès aux forces US, transformer des îles comme Mageshima en plateformes d'entraînement, s'intégrer toujours plus étroitement aux dispositifs militaires américains : il s'agit moins de défendre un territoire que de défendre une place, celle d'un pivot, d'une frontière vivante entre deux sphères d'influence.

Léa BRAVO-BLANCHET

INDONÉSIE - PAKISTAN : VERS UN RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION DE DÉFENSE

L'Indonésie et le Pakistan ont récemment annoncé leur volonté de renforcer leur coopération en matière de défense, illustrant une dynamique de rapprochement stratégique entre deux États appartenant à des régions différentes mais partageant des intérêts sécuritaires communs. Cette initiative s'inscrit



dans un contexte international marqué par l'instabilité régionale, la montée des tensions géopolitiques en Asie et la nécessité croissante pour les États de diversifier leurs partenariats en matière de sécurité.

Les discussions entre les responsables des deux pays portent principalement sur le développement de la coopération militaire, notamment à travers des échanges institutionnels, la formation des forces armées et la collaboration dans le domaine de l'industrie de défense. Pour l'Indonésie, ce rapprochement répond à une stratégie plus large de modernisation de ses capacités militaires. En tant que puissance majeure d'Asie du Sud-Est et acteur central de l'ASEAN, Jakarta cherche à renforcer son autonomie stratégique tout en évitant une dépendance excessive vis-à-vis des grandes puissances traditionnelles.

Du côté pakistanais, cette coopération représente une opportunité stratégique importante. Le Pakistan cherche depuis plusieurs années à accroître la visibilité et la crédibilité internationale de son industrie de défense, notamment dans les secteurs aéronautique et technologique. En renforçant ses liens avec l'Indonésie, Islamabad espère élargir son réseau de partenaires et consolider sa position sur le marché international de l'armement.

Sofia MOUMANIS

AMÉRIQUES

AFFAIRE RENEE GOOD : L'ICE AU CŒUR D'UNE CRISE FÉDÉRALE

Depuis le retour de l'administration Trump à la Maison-Blanche, l'Immigration and Customs Enforcement (ICE) s'est imposée comme le pilier central d'un programme d'expulsions massives sans précédent. Comme le souligne la BBC, le président a considérablement renforcé le budget et la mission de cette agence, initialement créée en réponse aux attentats du 11 septembre 2001 pour assurer la sécurité nationale. Bien que ses agents ne disposent théoriquement pas du pouvoir d'arrêter des citoyens américains sauf circonstances exceptionnelles, l'agence a étendu son champ d'action aux tribunaux d'immigration et tente d'imposer des procédures d'« expulsion accélérée » pour les résidents présents depuis moins de deux ans. L'efficacité quantitative de cette stratégie est mise en avant par l'exécutif : entre le 20 janvier et le 10 décembre 2025, 605 000 personnes ont été expulsées et l'administration affirme que 1,9 million d'immigrants se sont « auto-expulsés volontairement » suite à des campagnes de dissuasion. Au 30 novembre 2025, les données universitaires citées par le média britannique recensaient environ 65 000 détenus dans les centres de l'ICE.

Cette stratégie offensive a cependant connu un point de rupture le 7 janvier dernier à Minneapolis avec la mort de Renee Nicole Good, 37 ans, abattue par un agent de l'ICE. Le drame a immédiatement suscité une réaction internationale. Le quotidien français Le Monde relaie les propos de Jeremy Laurence, porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, qui a rappelé qu'« en vertu des règles internationales [...], l'usage intentionnel de la force létale n'est autorisé qu'en dernier recours ». Malgré ces appels à la désescalade, la mort de la trentenaire a déclenché des manifestations majeures à Minneapolis, New York, Los Angeles et Boston. Face à cette contestation, la réponse fédérale a été le déploiement immédiat de « centaines » d'agents supplémentaires sur place, Donald Trump défendant la thèse de la légitime défense, une version pourtant fermement contestée par l'opposition locale, vidéos à l'appui.

L'affaire a rapidement transformé une question sécuritaire en conflit constitutionnel ouvert entre les États et le gouvernement fédéral. La ville de Minneapolis et l'État du Minnesota ont intenté une action en justice pour bloquer ce déploiement. Selon Politico, cette plainte soutient que l'action de l'administration Trump viole la Constitution et « accentue la division entre les autorités locales et le gouvernement fédéral ». Cette fronde juridique s'étend, puisque l'État de l'Illinois a lancé une procédure similaire suite aux opérations menées à Chicago.



Parallèlement à cette bataille judiciaire, un nouveau front politique s'ouvre au Congrès. Comme le rapporte un autre article de Politico, les Démocrates ont décidé de faire du financement de l'ICE une « ligne rouge » lors des prochaines négociations budgétaires.

Au-delà des aspects juridiques et budgétaires, cet événement marque un tournant dans la perception de l'autorité fédérale par la population. La crainte ne se limite plus aux seuls sans-papiers mais touche l'ensemble du tissu social, redéfinissant le rapport entre l'État et l'individu. Comme l'analyse Michelle Goldberg dans le New York Times (repris par Courrier International), le climat actuel suggère une dérive inquiétante : « Citoyens américains ou immigrés, nous sommes tous gouvernés aujourd'hui par des gens qui estiment que la vie est un privilège accordé par les autorités, et que la mort est une punition juste en cas de désobéissance. »

Maylis BARON

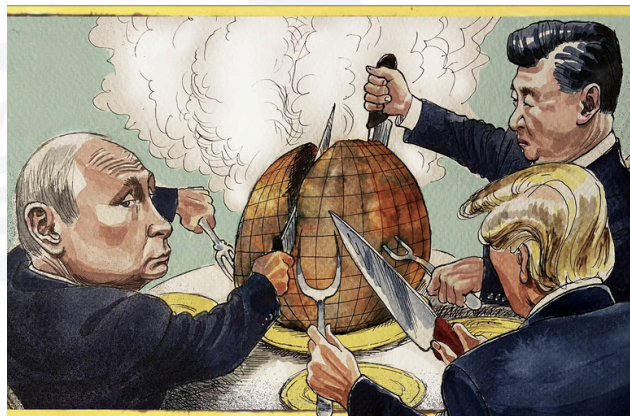
AMÉRIQUES

DONALD TRUMP : NOUVEAU “PIRATE DES CARAÏBES” ?

L'interventionnisme américain en Amérique latine a franchi un seuil critique le 3 janvier dernier avec l'enlèvement de Nicolás Maduro par un commando militaire, une opération justifiée par Washington au nom de la lutte contre le narco-terrorisme. Cet événement marque, selon un chroniqueur d'El País América, l'avènement d'un nouveau partage du monde comparable à celui de Yalta en 1945. Donald Trump semble décidé à sanctuariser ce que le géopolitologue Nicholas J. Spykman nommait la « Méditerranée américaine », réaffirmant une mainmise exclusive sur les Caraïbes considérées comme le pré carré des États-Unis.

L'actualité des dernières 24 heures a d'ailleurs mis en lumière la dualité de la stratégie américaine face à cette nouvelle donne. Le jeudi 15 janvier, Donald Trump a reçu à la Maison-Blanche l'opposante María Corina Machado. La rencontre, qualifiée de discrète par El País, a été marquée par une scène singulière : l'opposante a « offert » la médaille de son prix Nobel de la paix au président américain. Ce dernier, après avoir remercié son hôte sur Truth Social, a confirmé via un responsable de la Maison-Blanche qu'il comptait conserver la distinction. Le quotidien espagnol note que l'absence de conférence de presse conjointe semble reléguer Mme Machado à un « rôle secondaire » dans la transition, suggérant que l'idéalisme démocratique cède le pas au pragmatisme.

Simultanément à Caracas, la présidente par intérim Delcy Rodríguez s'adressait au Parlement. Moins de deux semaines après la capture de son prédécesseur, elle a affirmé que le Venezuela n'avait pas peur « d'affronter diplomatiquement » les États-Unis, selon les propos rapportés par Le Monde. Cette rhétorique de fermeté intervient pourtant au lendemain d'un échange téléphonique avec Donald Trump, que ce dernier a qualifié de « formidable », signalant un réchauffement des relations. La dirigeante vénézuélienne a d'ailleurs joint le geste à la parole en présentant aux élus une « réforme partielle » de la loi sur le pétrole, confirmant le virage économique du régime sous pression.



Sur le terrain, la « nouvelle ère » annoncée par l'exécutif vénézuélien reste sujette à caution. Si des libérations symboliques ont eu lieu, comme celle de l'ex-candidat Enrique Márquez, une bataille de chiffres fait rage. Le site Runrun rapporte que le régime revendique 406 libérations contre seulement 84 recensées par les ONG, dénonçant une « grande opacité ». Par ailleurs, Efecto Cocuyo alerte sur le risque d'une politique de la « porte tournante », signalant des arrestations récentes de citoyens ayant célébré la chute de Maduro. Courrier International décrit un climat où le silence est imposé d'en haut, encadré par une loi sur l'« état d'agression extérieure ».

Les observateurs s'accordent à dire que cette séquence dépasse le simple changement de régime. Pour le Financial Times, l'objectif affiché de Donald Trump de « gouverner » le Venezuela et de contrôler ses revenus pétroliers marque un retour à l'impérialisme des ressources. Cette approche est théorisée dans la stratégie de sécurité nationale de 2025 sous le nom de « corollaire Trump » à la doctrine Monroe. Comme l'analyse Courrier International, il s'agit d'une riposte stratégique au monopole chinois sur les terres rares : Washington cherche à sécuriser par la force l'accès aux minerais et à l'énergie indispensables à son industrie de défense et technologique, redéfinissant ainsi les règles de souveraineté dans l'hémisphère occidental.

Maylis BARON

ARMEMENT

ARMEMENT ANTI-DRONE, UN BUGGY EN PLUS

La guerre en Ukraine a introduit de nombreuses façons pour faire face à l'utilisation plus fréquente des drones. Dans une vidéo récente venant de l'armée de l'air de l'Ukraine, il est apparu que cette branche utilise le Tempest V2X, un véhicule de haute mobilité de conception américaine, équipé d'un lanceur de missiles AGM-114 Hellfire. Cette configuration a été optimisée pour lutter contre les systèmes aériens sans pilotes, offrant une grande force de manœuvre et d'imprévisibilité. En revanche, le transfert du Tempest, un produit venant de l'entreprise américaine V2X à l'Ukraine n'avait jusqu'à présent pas été rendu public.



Selon V2X, le système est conçu pour engager des drones à courte et moyenne portée, équipé d'un radar dédié à la lutte anti-drone, opérant en ondes millimétriques pour la détection active et le guidage initial des missiles. Ce type de radar est particulièrement adapté à la détection de cibles de petite taille et à faible vitesse, mais sa portée reste limitée, comparable à celle du missile Hellfire lui-même.

Bien que le missile Hellfire soit principalement connu comme missile air-sol à guidage laser, la variante AGM-114L s'est révélée particulièrement efficace contre les drones ces dernières années. Doté d'une portée d'environ huit kilomètres et d'une charge militaire d'environ neuf kilogrammes, il offre une puissance suffisante pour neutraliser de nombreux drones tout en limitant les dommages collatéraux au sol. En 2020, le prix moyen d'un missile Hellfire, toutes variantes confondues, dépassait les 200 000 dollars.

De plus, des antennes situées à l'arrière gauche du véhicule indiquent une présence d'un système de détection passive par radiofréquence. Celui-ci permet de repérer certains drones grâce aux émissions radio qu'ils produisent, sans que le véhicule ait besoin d'en émettre lui-même, réduisant ainsi sa signature et sa vulnérabilité. Cette détection passive compense également l'absence de couverture radar à 360 degrés, le radar principal nécessitant que le véhicule soit orienté vers la cible pour l'acquisition et le tir. En pratique, le système passif peut détecter la menace, puis le véhicule se positionne pour engager la cible. Certains drones, notamment ceux fonctionnant en mode autonome ou via des liaisons filaires à fibre optique, n'émettent toutefois aucun signal RF et doivent alors entrer directement dans le champ du radar.

Le concept opérationnel du Tempest repose sur la tactique dite du « shoot and scoot », qui consiste à tirer, puis se repositionner rapidement afin de réduire les risques de détection et de riposte ennemie. L'utilisation massive de composants commerciaux disponibles sur étagère permet également de réduire les coûts et d'accélérer la production par rapport à des systèmes plus traditionnels. Au-delà de sa mission principale de lutte anti-drone, le Tempest peut également engager des hélicoptères, certains types de missiles de croisière et des aéronefs à voilure fixe. Pour ces derniers, son efficacité reste toutefois limitée par la portée relativement courte des missiles Hellfire.

Dans un contexte où la Russie intensifie ses attaques par drones, notamment durant l'hiver, ce type de solution présente un intérêt pour la défense ukrainienne, la vidéo montrant un ensemble opérationnel du système dans sa phase d'entraînement.

Nael YEBKA

ARMEMENT

F-35A : DU NOUVEAU POUR L'EUROPE

Malgré les critiques passées du Partito Democratico et du Mouvement cinq étoiles, liées aux crises financières des années 2000-2010, l'Italie poursuit sa volonté de devenir un centre européen stratégique en matière de défense aérienne.

En effet, le ministère italien de la Défense a approuvé un budget de 112,6 millions d'euros pour établir un « Lightning Training Center » en Sicile, sur la base de Trapani-Birgi. L'Italie se positionnait déjà depuis plusieurs mois pour obtenir la responsabilité de l'implantation de ce centre de formation sur cette zone stratégique en mer Méditerranée.



La commande de 25 nouveaux F35 par Giorgia Meloni et l'implantation du centre industriel Final Assembly and Check Out (FACO) ont hautement contribué à la mise en place du premier centre de formation du F35 en dehors des Etats-Unis. Cette implantation est liée à la forte demande de formation des pays européens sur les F35. Les Etats-Unis formaient initialement sur la base aérienne de Luke mais faisaient face à des difficultés de réponse à la demande de formation. L'initiative italienne apparaît comme une opportunité, pour les Etats-Unis de prouver le rôle presque incontournable du F35 en ce qui concerne la sécurité aérienne et, pour l'Italie de se placer comme acteur central de la défense aérienne au sein de l'Europe.

La première phase du programme, décrite comme prioritaire, comprend la construction d'un bâtiment dédié à la formation au sol, d'une installation du programme d'accès spécial, de deux simulateurs de mission complète, et d'un espace réservé à d'autres dispositifs de formation des pilotes à l'avenir selon Avia news. L'organisation de la formation s'orientera sur la création de deux unités de vols, une unité opérationnelle nationale et une de formation internationale, notamment pour de futurs pilotes de F35 au sein de l'Europe.

Le site accueillera deux F35 dédiés à la formation sur les 39 modèles que l'Italie possède actuellement. Plus largement, cette initiative sur le sol européen relève de l'importance de la formation aux nouvelles technologies. Les simulateurs de missions que le site de formation comprendra, permettra l'entraînement aux opérations en réseau, à la guerre électronique et à la coordination avec d'autres aéronefs.

La volonté de continuer la coopération internationale à travers la défense aérienne européenne sur des avions de 5^{ème} génération est exprimée par le biais de l'Italie et de cette initiative d'implanter un centre de formation sur son territoire, permettant l'accélération des formations de pilotes européens, afin de renforcer la coopération au sein du continent.

Lino TONI

SOURCES

- **EUROPE**

- **Groenland : le territoire autonome danois bientôt américain ?**

- Vincent LEQUEUX, Toute l'Europe : "Donald Trump menace à nouveau d'annexer le Groenland", publié le 08/01/2026.
 - Le Monde : "Groenland : Donald Trump répète que les Etats-Unis auront l'île "d'une manière ou d'une autre", son gouvernement répond qu'il ne l'accepte "d'aucune manière" ", publié le 12/01/2026.
 - Eric CHOL, L'Express : "Donald Trump veut acheter le Groenland, mais à quel prix ?", publié le 12/01/2026.

- **France - Danemark : une alliance face aux menaces américaines**

- La Dépêche : "REPLAY. Groenland : Emmanuel Macron annonce "des moyens terrestres, aériens et maritimes" dans les prochains jours", publié le 14/01/2026.
 - France Info : "Avenir du Groenland : le déploiement de troupes européennes "n'a aucun impact" sur les velléités d'annexion de Donald Trump, affirme la Maison Blanche" publié le 14/01/2026.
 - Actu Niort : "Des forces européennes s'unissent pour une mission militaire au Groenland", publié le 14/01/2026.

- **MOYEN-ORIENT**

- **Syrie : Inherent Resolve frappe à nouveau**

- Le Monde : "L'armée française confirme avoir mené des frappes avec le Royaume-Uni contre l'organisation Etat islamique en Syrie", publié le 04/01/2026.
 - Libération : "El Syrie : la France et le Royaume-Uni ont mené des frappes aériennes contre l'Etat islamique", publié le 04/01/2026.
 - TV5 Monde : "Syrie : la France et le Royaume-Uni ont mené des frappes conjointes contre le groupe Etat islamique (EI)", publié le 04/01/2026.

- **Iran : des manifestations réprimées par le régime des mollahs**

- Neda SANIJ, BBC News : "Pourquoi les manifestations actuelles en Iran sont sans précédent", publié le 12/01/2026.
 - Louise VALLEE et Ramzy BENSAAADI : Le Monde "EN DIRECT : Iran".
 - Pierre-Louis CARON et Fabien JANNIC-CHERBONNEL, France info : "Qui pourrait incarner l'après-République islamique en Iran ? En exil ou sur le terrain, une opposition déterminée mais divisée", publié le 14/01/2026.

SOURCES

• AFRIQUE

◦ **Centrafrique : le Sud-Est entre dans une phase d'accalmie sous surveillance**

- RFI : Centrafrique: "retour progressif au calme dans le sud-est, situation humanitaire toujours difficile" Publié le 14/01/2026
- Cameroon Tribune: "Centrafrique : le Sud-Est entre dans une phase d'accalmie sous surveillance" Publié le 15/01/2026
- RadiondeKuluka: "Sécurité : situation toujours tendue dans Haut-Mbomou, des appels au calme se multiplient" Publié le 5/01/2026

◦ **Soudan: Après l'exil, le retour.**

- Africa news : "Soudan : le gouvernement retourne à Khartoum après 1 000 jours de guerre". Publié le 12/01/2026.
- Le Monde : "Au Soudan, le gouvernement de retour à Khartoum, un an après en avoir été chassé par la guerre". Publié le 11/01/2026.
- Jeune Afrique : "Soudan : le gouvernement fait son retour à Khartoum, capitale dévastée par la guerre". Publié le 12/01/2026.
- Jeune Afrique : "Soudan : le gouvernement fait son retour à Khartoum, capitale dévastée par la guerre". Publié le 12/01/2026.

• ASIE

◦ **Le Japon dans l'ombre de Washington**

- Ouest France : « Présence militaire, missiles... Le Japon et les États-Unis vont renforcer leur coopération ». Publié le 16/01/2026
- 24heures : « Le Japon et les États-Unis vont renforcer leur coopération militaire ». Publié le 16/01/2026
- Australian Institute of International Affairs : "The US-Japan Alliance Must Be the Linchpin of Asia in the 2025 US National Security Strategy". Publié le 15/01/2026

◦ **Indonésie - Pakistan : Vers un renforcement de la coopération de défense**

- Reuters : "Pakistan Indonesia close to jets, drones defence deal". Publié le 12/01/2026
- Yeni Şafak : "Indonésie et Pakistan renforcent leur coopération de défense". Publié le 13/01/2026
- Asia News Network : "Indonesia expresses desire to expand defence ties with Pakistan". Publié le 13/01/2026
- Anadolu Agency : "L'Indonésie et le Pakistan veulent renforcer leur coopération en matière de défense". Publié le 13/01/2026

SOURCES

- **AMÉRIQUES**

- **Affaire Renee Good : l'ICE au cœur d'une crise fédérale**

- Le Monde : « Minneapolis : après la mort d'une femme tuée par un policier de l'ICE, les Nations unies exigent une enquête rapide et indépendante » Publié le 13 janvier 2026.
 - BBC News : Données sur l'expansion, le budget et les statistiques d'expulsion de l'ICE. Publié le 13 janvier 2026.
 - Courrier International (reprise du NYT) : « Opinion. En tuant Renee Nicole Good à Minneapolis, l'ICE a visé tous les Américains ». Publié le 9 janvier 2026
 - Politico : « Democrats weigh ICE funding battle in wake of Minneapolis shooting » Publié le 14 janvier 2026.

- **Donald Trump : nouveau "pirate des caraïbes" ?**

- Le Monde diplomatique : La « Méditerranée américaine » (Christophe Ventura) – publié le 1er janvier 2026
 - Courrier International : Analyse. Trump et le retour de l'impérialisme des ressources : un nouvel ordre mondial s'annonce – publié le 8 janvier 2026
 - Courrier International : Reportage. Dans le « Venezuela nouveau », une étrange sensation que les choses ont changé pour que rien ne change – publié le 14 janvier 2026
 - Le Monde : Venezuela : « Nous n'avons pas peur d'affronter diplomatiquement les Etats-Unis », affirme la présidente par intérim, Delcy Rodriguez – publié le 15 janvier 2026
 - Courrier International : Politique. Au Venezuela, la longue attente des familles de prisonniers politiques – publié le 16 janvier 2026

- **ARMEMENT**

- **Armement anti-drone, un buggy en plus**

- Hellfire-Armed Drone-Killing Buggy Appears In Ukrainian Service, The War Zone, January 12th

- **F-35A : du nouveau pour l'Europe**

- Laurent LAGNEAU, Zone militaire : "L'Italie va créer un centre de formation dédié aux futurs pilotes de F35-A européens", publié le 10/01/2026.
 - Avia News : "Trapani, futur centre d'entraînement multinational pour le F-35", publié le 09/01/2026.
 - Alison BATH, Stars and Stripes : "Italy to be site of first F-35 pilot training school outside US", publié le 09/01/2026.



SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

